

**Mémoire pour les consultations prébudgétaires  
en prévision du budget fédéral**

**Présenté par : Bénévoles Canada**



**Les consultations relatives à ces recommandations ont été assurées par les membres du Conseil des centres d'action bénévole de Bénévoles Canada, un conseil de direction composé de représentants des 150 centres d'action bénévole du Canada.**

**Recommandation 1** – Nous recommandons que le gouvernement fédéral verse des fonds à Emploi et Développement social Canada en vue de la création d'un groupe de travail ministériel conjoint sur le bénévolat en collaboration avec Bénévoles Canada. Nous recommandons que le gouvernement fédéral investisse 775 000 \$ dans la mise sur pied et le lancement de ce groupe de travail. Nous proposons que le mandat du groupe de travail comporte les trois volets suivants :

- i) de concert avec Statistique Canada, obtenir de meilleures données, recherches et preuves relatives au bénévolat et la participation afin de mieux comprendre les changements structurels, technologiques et communautaires ayant une incidence sur le bénévolat et la participation;
- ii) engager un large éventail d'intervenants, d'organismes communautaires et de membres des collectivités afin de définir diverses options à considérer au moment d'élaborer une stratégie d'action nationale sur le bénévolat, et d'établir les priorités;
- iii) établir les priorités décrites dans les recommandations et créer une feuille de route pour la mise en œuvre d'une stratégie d'action nationale sur le bénévolat dans laquelle les coûts sont définis.

**Recommandation 2** – Nous faisons nôtre la recommandation d'Imagine Canada voulant que le gouvernement fédéral détermine un seuil de financement de base minimal en vue d'aider les organismes de bienfaisance et les organismes sans but lucratif à couvrir leurs frais d'exploitation.

**Recommandation 1** – Nous recommandons que le gouvernement fédéral verse des fonds à Emploi et Développement social Canada en vue de la mise sur pied d'un groupe de travail ministériel conjoint sur le bénévolat en collaboration avec Bénévoles Canada. Nous recommandons que le gouvernement fédéral investisse 775 000 \$ dans la création et le lancement de ce groupe de travail. Nous proposons que le mandat du groupe de travail comporte les trois volets suivants :

- i) de concert avec Statistique Canada, obtenir de meilleures données, recherches et preuves relatives au bénévolat et la participation afin de mieux comprendre les changements structurels, technologiques et communautaires ayant une incidence sur le bénévolat et la participation;
- ii) engager un large éventail d'intervenants, d'organismes communautaires et de membres des collectivités afin de définir diverses options à considérer au moment d'élaborer une stratégie d'action nationale sur le bénévolat, et d'établir les priorités;
- iii) établir les priorités des principales recommandations et créer une feuille de route pour la mise en œuvre d'une stratégie d'action nationale sur le bénévolat dans laquelle les coûts sont définis.

Contexte :

Dans sa réponse au rapport de 2019 du Comité sénatorial spécial sur le secteur de la bienfaisance, le gouvernement fédéral soutient que Bénévoles Canada est l'organisme à choisir pour l'élaboration d'une stratégie d'action nationale sur le bénévolat. La pandémie a accéléré le besoin pour une stratégie nationale qui accorde la priorité à l'établissement des priorités relatives au recrutement, à la rétention, au soutien et à l'engagement de bénévoles diversifiés, maintenant et pour les années à venir.

Au cœur de la création de cette stratégie sont des données, des recherches et des consultations relatives à l'état du bénévolat et de la participation à l'échelle du pays. Cette vision ne saurait être complète sans l'attention particulière accordée aux aînés, aux adolescents, aux organismes communautaires, aux communautés ethnoculturelles et aux membres de la collectivité.

Nous savons déjà plusieurs choses. Nous savons que les bénévoles sont un des piliers de la société et de l'économie du Canada. Ils touchent la vie des Canadiens de façons trop nombreuses pour être énumérées ici. Nous savons également que les restrictions liées à la pandémie ont gravement perturbé le système lié à l'engagement bénévole. Enfin, nous savons que la demande pour plusieurs services bénévoles (p. ex. les programmes qui abordent l'insécurité alimentaire) a fortement augmenté.

Historiquement, les aînés ont toujours été les bénévoles les plus actifs de notre pays, mais ils ont été les premiers à être contraints de quitter leurs postes de bénévolat en personne pour des raisons de santé et de sécurité. Un sondage de Volunteer Victoria réalisé auprès de bénévoles de 55 ans et plus a révélé que le retour au bénévolat en personne inquiète les aînés (Volunteer Victoria, [\*The Impact of COVID and Pandemic Precautions on Senior Volunteers\*](#), 2022). Il faut donc adopter des mesures de soutien exhaustives pour combler l'écart qui sévit entre la situation pré-pandémique du bénévolat chez les aînés et la période de rétablissement post-pandémique.

Les jeunes d'âge scolaire ont également été touchés par l'évolution du paysage du bénévolat. L'accent est maintenant mis sur les besoins essentiels, tels que le transport à des rendez-vous médicaux ou la livraison de repas, des activités pour lesquelles il faut être plus âgé ou posséder un permis de conduire. Il est donc plus difficile pour les jeunes de trouver des affectations bénévoles. En outre, selon les tendances pré-pandémiques, les jeunes s'intéressent davantage au bénévolat informel ou virtuel à court terme. Cette tendance a été exacerbée par la pandémie et le secteur bénévole peine à relever le défi en raison de son état actuel. Un plus grand nombre de recherches est exigé pour déterminer les meilleures façons de recruter de jeunes bénévoles.

Quant aux nouveaux arrivants et aux réfugiés qui souhaitent faire du bénévolat pour aider le Canada et améliorer leurs compétences linguistiques et d'emploi, ils font face de nouveaux obstacles. Cela est particulièrement vrai dans le cas du bénévolat virtuel qui, à Toronto, représente plus de la moitié de tous les postes bénévoles disponibles. En raison de la forte baisse du nombre de gestionnaires de bénévoles, il est maintenant plus difficile pour tous les Canadiens de s'engager au sein de leurs collectivités. Le bénévolat virtuel exige des efforts de coordination et des ressources, mais le déclin du nombre de rôles et de mesures de soutien attribuable à la COVID pose plusieurs défis.

Malgré la résilience des organismes de bienfaisance et sans but lucratif, plusieurs sont incapables de continuer à long terme sans bassin de bénévoles prêts à soutenir les collectivités, à offrir des services et à appuyer les organismes. Il est essentiel que, dans un Canada post-pandémique, nos bénévoles puissent à revenir à leurs activités de service et de participation, et que les nombreux organismes qui dépendent du bénévolat trouvent des façons sécuritaires et inclusives d'attirer, de recruter et de retenir des bénévoles. De nouvelles recherches et stratégies sont donc nécessaires pour déterminer la voie à suivre.

À quel degré les bénévoles reviennent-ils travailler en personne ou virtuellement? Les niveaux de bénévolat virtuel demeurent-ils élevés? La solution consiste-t-elle à adopter un mode de bénévolat hybride? Quelle est l'incidence de tout changement sur le bénévolat intergénérationnel? Les étudiants canadiens seront-ils en mesure de satisfaire à leurs exigences de bénévolat? Les nouveaux arrivants continueront-ils de voir le bénévolat comme une voie viable vers l'emploi et l'intégration aux collectivités canadiennes? Des consultations, des données et l'engagement de bénévoles, de différents intervenants et de groupes communautaires sont nécessaires pour trouver un moyen d'avancer.

Bénévoles Canada reconnaît l'importance de réengager les bénévoles à l'échelle du Canada afin de soutenir des actes essentiels d'édification de la nation et des collectivités. Le renforcement de notre capacité à réengager les bénévoles est l'une des façons d'y parvenir, car il aborde les contraintes systémiques à la participation, telles que les modèles de filtrage non intégrés à l'origine d'obstacles injustifiés à l'engagement.

Les recherches et les consultations du groupe de travail doivent se faire au niveau national, mais la voie à suivre doit également cibler certains segments démographiques afin d'accueillir à nouveau les aînés, les adolescents, les nouveaux arrivants et plusieurs autres dans le cadre d'initiatives bénévoles sécuritaires mises en œuvre à l'échelle du pays. Tout cela contribuera à créer une feuille de route en vue de l'élaboration d'une stratégie d'action nationale en matière de bénévolat.

**Recommandation 2** – Nous faisons nôtre la recommandation d'Imagine Canada voulant que le gouvernement fédéral détermine un seuil de financement de base minimal en vue d'aider les organismes de bienfaisance et les organismes sans but lucratif à couvrir leurs frais d'exploitation.

Contexte :

Au fil des ans, les gouvernements et autres bailleurs de fonds ont réduit leur part des frais d'exploitation associés aux projets qu'ils soutiennent. Bien que les projets des organismes soient financés, les coûts liés à la santé organisationnelle ne sont pas couverts. Le gouvernement appuie le secteur bénévole en raison du savoir-faire et de la débrouillardise dont il fait preuve pour atteindre ses objectifs, mais il ne finance pas son infrastructure physique et financière ni celle de ses organismes et réseaux. Tout aussi important, il ne soutient pas les politiques, les recherches, les évaluations et les compétences qui font d'un organisme le meilleur candidat pour entreprendre un projet particulier.

Pour plusieurs organismes faisant appel à des bénévoles, la pandémie a été la goutte qui a fait déborder leur modèle de financement. Les restrictions sanitaires ont entraîné l'augmentation de leurs frais d'exploitation, étranglé leurs sources de financement, et, dans plusieurs cas, réduit le nombre d'employés et de bénévoles actifs. Nombre d'entre eux ont dû compromettre leur viabilité à long terme afin de répondre à une demande accrue pour leurs services.

Malgré les programmes de subventions salariales, plusieurs organismes dirigés par des bénévoles ont été contraints de licencier du personnel. Les restrictions sanitaires associées à la pandémie ont sonné le glas de nombreux programmes bénévoles, car les organismes ne pouvaient pas se permettre financièrement de garder leurs gestionnaires de bénévoles. À Toronto, la moitié des gestionnaires de bénévoles ont été licenciés ou réaffectés, ou leur poste a été supprimé. Par conséquent, moins de bénévoles ont été recrutés. Maintenant, les

organismes cherchent par tous les moyens à pourvoir ces postes de gestionnaires, sans trop de succès.

La base de données de l'Agence du revenu du Canada montre que la COVID a occasionné des pertes de revenus pour plusieurs organismes de bienfaisance en 2020 et 2021, ce qui a entraîné la révocation de leur statut.

Avant la pandémie, les organismes de petite taille dépendaient souvent d'événements spéciaux ou de collectes de fonds pour couvrir leurs dépenses. Toutefois, les mesures sanitaires adoptées au plus fort de la pandémie ont suspendu ces sources de financement. Quant aux organismes de plus grande taille, ils ont dû affronter les mêmes défis liés au financement, ainsi qu'une demande accrue pour leurs services. À titre d'exemple, les banques alimentaires ont connu une demande sans précédent pour leurs services, car un nombre toujours plus élevé de Canadiens se tournent vers elles.

Tout au long de la pandémie, les organismes de bienfaisance et sans but lucratif ont dû s'adapter aux nombreux changements apportés à leurs modèles de financement et de revenus. En cette période de rétablissement postpandémique, les organismes qui offrent des programmes et des services essentiels aux collectivités canadiennes ont besoin d'une meilleure infrastructure, de meilleures technologies et d'un meilleur soutien administratif pour innover et s'adapter à des problèmes et à des défis toujours plus complexes.

Il est temps d'aider les organismes de bienfaisance et sans but lucratif à couvrir leurs frais d'exploitation. Les organismes faisant appel à des bénévoles, les organismes de bienfaisance et les organismes sans but lucratif doivent pouvoir compter sur un financement stable et fiable qui leur permet de s'associer avec le gouvernement fédéral pour servir les Canadiens.

Bénévoles Canada est un chef de file national en matière de bénévolat. Cet organisme représente plus de 1 100 membres d'un océan à l'autre. Depuis 1977, il collabore avec des organismes de bienfaisance, des organismes sans but lucratif, des organismes communautaires, des entreprises, des établissements d'enseignement et des particuliers dans le but d'offrir du leadership et des ressources sur le bénévolat. Bénévoles Canada cherche à améliorer la qualité, la diversité et l'accessibilité des expériences bénévoles. Il s'est engagé à créer un mouvement de bénévolat et de participation radicalement inclusif à l'échelle du pays.